Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/La-direction-du-PCF-en-dessous-du

Défense des régimes « spéciaux » :

La direction du PCF en dessous du service minimum.

- S'organiser... -

Date de mise en ligne : jeudi 20 décembre 2007

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Lundi 26 novembre 2007

Par Stéphane Auriol, membre du Conseil national, secrétaire du Collectif-PCF-RATP-Bus

A l'approche de l'assemblée « extraordinaire » des délégués de sections du PCF les 8 et 9 décembre, je voudrais attirer l'attention sur la lutte pour la défense des régimes « spéciaux ». Elle se poursuit même si la grève est suspendue. Cette bataille illustre la gravité pour l'avenir du Parti, comme pour le pays de la ligne d'effacement que la direction du PCF tente de continuer à imposer et la nécessité de ne pas laisser faire.

Pour Sarkozy et le MEDEF, la casse des régimes spéciaux de retraite est la « mère de toutes les (contre)-réformes ». C'est en effet le verrou à faire sauter pour engager la suite du démantèlement de l'ensemble du système de retraite solidaire conquis à la Libération, pour mettre en concurrence et privatiser le service public de la SNCF et de la RATP. Il s'agit aussi pour le pouvoir de mettre au pas les salariés qui ont montré la plus forte capacité de mobilisation et de résistance à sa politique.

Autant dire que c'est une bataille politique capitale aussi bien pour Sarkozy que pour nous.

Les responsabilités du PCF sont très importantes. Il a été à l'origine de ces conquêtes sociales et qu'il continue à représenter un point de repère important dans ces entreprises publiques, SNCF, RATP, EDF et GDF. Malgré la casse des cellules d'entreprise, il reste aussi des milliers de communistes salariés de ces services publics qui pourraient constituer une force considérable pour mener la contre-offensive idéologique.

Les responsabilités du PCF sont d'autant plus grandes que, sur ce sujet comme sur toutes les luttes cruciales du moment, le PS a choisi son camp et ne s'oppose pas à Sarkozy. L'absence de perspective d'alternative politique « à gauche » pèse très lourdement sur la lutte.

C'est peu de dire que la direction du PCF n'est pas à la hauteur. Si les milliers de grévistes ne remarquent pas l'existence du PCF, des dirigeants du PCF, ce n'est pas seulement de la faute des media. Ils n'ont pas choisi de s'engager dans cette lutte, comme ils ont choisit d'abandonner le terrain de la lutte des classes en général.

A l'été, à l'automne 2006, avec quelques autres camarades, nous n'avons cessé d'intervenir au Conseil national pour que le Parti engage nationalement une grande campagne contre la privatisation de GDF et nous avons alerté sur la privatisation rampante de la RATP. Nous l'avons informé de l'activité de notre collectif pour la combattre.

Le sujet de préoccupation quasi-unique de la direction était alors la constitution des « collectifs antilibéraux pour les candidatures aux élections ». A plusieurs reprises, face aux attaques du gouvernement, j'ai insisté sur l'enjeu politique primordial que constitue la question des retraites des entreprises publiques. La seule réponse que j'ai obtenue a été de m'expliquer de façon agressive que je faisais du syndicalisme « bis » et qu'il était plus important de constituer un « collectif antilibéral » large. Si large qu'il incluait des responsables des syndicats partisans des décrets que nous combattons et que l'on a vu le résultat électoral en terme de rassemblement ! La défense des régimes spécifiques a été absente de la campagne de Marie-Georges Buffet alors que leur remise en cause était un thème récurrent de la campagne des principaux candidats.

Copyright © Le Vénissian

Depuis l'élection de Sarkozy, notamment à la Fête de l'Huma, la direction du PCF persévère et s'englue délibérément dans la constitution de « comités de riposte » avec le PS. Comment pourrait-on riposter ensemble sur la question des régimes spéciaux ? Tous les leaders du PS, même ceux qui jouent à en être l'aile « gauche », Emmanuelli et Fabius, approuvent une remise en cause des régimes « spéciaux » et l'allongement de la durée de cotisation.

On ne doit pas s'étonner après cela que le PCF soit ignoré sinon disqualifié dans le mouvement. Depuis le déclenchement du mouvement, la direction du Parti refuse toujours d'en faire une lutte majeure dans les entreprises et dans le pays. Juste quelques expressions superficielles, sur des positions imprécises. Défendre les régimes « spéciaux » en expliquant que c'est une question marginale ou bien qu'ils ne se fondent uniquement sur la pénibilité, ce n'est pas souligner les enjeux majeurs qui sont autant de points de convergence. Où est la bataille nationale du PCF pour le retour aux 37,5 annuités pour tous ?

C'est bien de dire aux travailleurs qu'on est « à leurs côtés » mais les communistes n'ont pas à être « aux côtés » de ceux qui luttent, mais parmi ceux qui luttent. Ce n'est pas qu'une question de mots.

Mener la bataille politique à l'entreprise, ce n'est pas non plus s'aligner sur les positions des appareils syndicaux, comme se borne à le faire la direction. Il est pleinement justifié que chacun soit à sa place. L'enjeu politique exige une position politique.

La direction fait le choix lourd de conséquences de laisser le champ libre à d'autres organisations politiques qui ne veulent pas ou sont incapables de mener la bataille « anticapitaliste » nécessaire et dont la préoccupation historique a été de combattre et d'affaiblir le PCF.

Ce n'est pas aujourd'hui que je découvre la stratégie de mutation-liquidation du Parti qu'illustre la situation actuelle. Elle présente deux aspects : d'un côté laisser dépérir le parti à la base, en supprimant les cellules, en privant d'impulsion les sections, en abandonnant le terrain de lutte et le point de vue de classe ; de l'autre côté préparer au sommet la recomposition politique et la disparition du Parti.

Notre riposte doit s'effectuer, de façon indissociable, sur ces deux plans.

A la RATP, notre collectif PCF-RATP-BUS, qui existe depuis 2003, a pris l'initiative depuis 8 mois d'une large pétition pour le maintien de notre régime de retraite et pour l'abrogation des décrets qui « l'adossent » au régime général. Avec 4000 signatures dans l'entreprise, nous avons contribué à préparer le mouvement actuel sur un plan politique. Evidemment nous sommes au coeur de la lutte dans nos dépôts et ateliers. Nous faisons regagner de l'influence au Parti dépôt par dépôt sur la seule base utile pour les agents qui se battent : la lutte des classes.

De l'autre côté, notre collectif s'exprime et s'associe aux initiatives visant à faire apparaître largement la perspective d'un maintien du PCF et d'un retour à sa raison d'être. Les termes du débat se sont encore clarifiés depuis les présidentielles. Ceux qui ont mis en oeuvre la stratégie qui a mené au naufrage ne cachent plus leur volonté de faire disparaître le Parti lui-même. Ils ont fixé le congrès de 2008 comme date butoir et l'assemblée extraordinaire des 8 et 9 décembre comme étape. Nous devons faire capoter cet ordre du jour et finir de disqualifier la direction liquidatrice. Communistes de la RATP, nous y contribuerons. Plus que jamais, remettons le PCF sur les rails de la lutte des classes !

Copyright © Le Vénissian